MEMORIAL
Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg

MEMORIAL
Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3032 21 octobre 2014

SOMMAIRE

Home Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 73, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 50.904.

—

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142833/10.

(140162097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ID Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.552.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142850/10.

(140161963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ICS Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.682.

—

Extrait de la décision des gérants de la société ICS SECURITIES SARL qui s'est tenue en date du 5 août 2014 au siège social.

Les gérants décident de nommer comme réviseur d'entreprise la société CLERC domiciliée 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange enregistrée au RCS sous le numéro B 111.831. Le mandat du réviseur d'entreprise nouvellement nommé arrivera à échéance à l'assemblée Générale de 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2014142847/14.

(140162344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Merrill Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.001,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 166.900.

—

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 31 août 2014 que:

- Les démissions de M. Benoît BAUDUIN et M. Olivier LIEGEOIS, gérants de catégorie B de la Société ont été acceptées avec effet immédiat;

- Les personnes suivantes ont été nommées gérants de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* (i) Mr Philippe SALPETIER, né le 19 août 1970 à Libramont, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* (ii) Mrs Timea OROSZ, née le 5 décembre 1979 à Nyiregyhaza, Hongrie, résidant professionnellement au 16: avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142929/20.

(140161924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

MaxxCap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3698 Foetz, 166, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 147.227.

—

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142927/9.

(140162540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Librairie Française, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 13.350.

—

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142907/10.

(140162471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Rubyto Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.650.

—

Extrait des décisions prises par les administrateurs restants en date du 10 septembre 2014

M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Mme Virginie GUILLAUME, démissionnaire, dont il achèvera le mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2018.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

RUBYTO INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143038/17.

(140162489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Irik Investment Bulgaria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 183.833.

—

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue le 11 août 2014, enregistré à Luxembourg A.C. le 14 août 2014, LAC/2014/38550, que l'assemblée a décidé de clôturer la liquidation et à pris les résolutions suivantes en application de la loi 10 août 1915 relatif aux sociétés commerciales et conformément à l'article 9 de ladite loi.

- que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante: 66 Calle Doctor Esquerdo, 28007 Madrid (Espagne).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014142844/18.

(140161977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Starfin Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.027.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143056/10.

(140162157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Quartic Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 22.192.

—

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014143021/12.

(140161945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Rainbow Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 150.784.

—

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juillet 2014 que:

- CLERC Luxembourg S.A., ayant son siège social au 1, rue Pletzer, Centre Helfent, L - 8080 Bertrange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 172890, a été nommée réviseur d'entreprises en remplacement d'A3T S.A., société démissionnaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143026/15.

(140162541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Santorini S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 34.358.

—

Extrait des décisions prises par les administrateurs restants du 10 septembre 2014

M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Mme Virginie GUILLAUME, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SANTORINI S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143071/17.

(140162498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Porta Volta Developments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 86.221.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014143013/13.

(140162061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Moody's Group Cyprus Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.668.

—

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Septembre 2014.
MOODY'S GROUP CYPRUS LIMITED
Société mère de Moody's Group Cyprus Limited, Luxembourg Branch
TMF Luxembourg S.A.
Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2014143593/15.

(140162882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Sherwin-Williams Coatings GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 186.868.

—

Extrait des résolutions de l'associé unique du 28 août 2014

En date du 28 août 2014, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Peter Underation, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat.

- de nommer Brian Thomas Rufus, European Treasury Manager, né le 29 mai 1984 dans l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 101 Prospect Avenue N.W., Cleveland, Ohio 44115, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Lawrence J. Boron
- Brian Thomas Rufus

Gérants de catégorie B:

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l,
- Jean Gil Pires
- Giuseppe di Modica

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014143045/26.

(140162262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Labolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 137.855.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143554/10.

(140163079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

La Taverna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 20, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 171.714.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143553/10.

(140163077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

LionLead SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 145.123.

—

Les comptes annuels au 31 Mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2014143539/11.

(140163312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

L Real Estate, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 144.610.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L Real Estate S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014143532/11.

(140162718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Kantec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 82, boulevard Napoléon Ier.

R.C.S. Luxembourg B 118.316.

—

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kantec

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014143519/12.

(140162952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

LS Lunch s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Koetschette, 10, Z.I. Riesenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 108.321.

—

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LS LUNCH s.à r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014143571/12.

(140163301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

JPMorgan European Property Holding Luxembourg 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 106.902.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

JP Morgan European Property Holding Luxembourg 6 S.à r.l.
Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014143517/13.

(140163049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Leman Beverages Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 3.230.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 51.131.

—

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Septembre 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Un Mandataire

Référence de publication: 2014143561/14.

(140163035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Malmaison Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 123.952.

—

Par résolutions signées en date du 2 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphanie Malczuk, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet au 1 er août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Vishal Jugdeb, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B, avec effet au 1 er août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142924/15.

(140162028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

MontblancManagement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.499.625,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.539.

—

EXTRAIT

La résolution suivante a été prise avec effet au 08 août 2014:

- Changement du siège social de l'associé unique Sunshine View Limited LLC du 68, Connaught Road Central, CHN - Hong Kong; au 14 th Floor, Golden Centre, 188 Des Vœux Road Central, Hong Kong.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 09 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142932/14.

(140162590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kerve Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 149.041.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour Kerve Investments S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Gérant

Référence de publication: 2014142878/14.

(140162538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

MGE Vancouver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.550,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.013.

—

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 4 septembre 2014

1. Monsieur Julien PONSON a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.

2. Monsieur Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.

3. Madame Miroslava JASSOVA, administrateur de sociétés, née le 15 juillet 1988 à Dolny Kubin (Slovaquie), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.

4. Monsieur Ludovic TROGLIERO, administrateur de sociétés, né le 8 juin 1979 à Clichy-la-Garenne (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 9 septembre 2014

Le siège de la société a été transféré de L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Veuillez prendre note que l'associée Outlet Site Holdings S.à r.l. a transféré son siège à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour MGE Vancouver S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014142948/26.

(140162096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

LT Global Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 179.834.

—

In the year two thousand and fourteen, on the first day of the month of August;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "LT Global Energy S.A.", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 179834, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the officiating notary, on August 8, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2582 of October 17, 2013,

and whose articles of association (the "Articles") have not been amended since.

The Meeting is presided by Mr. Jacques BECKER, tax advisor, residing professionally in L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf.

The Chairman appoints Mrs. Nicole REINERT, employee, residing professionally in L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, as secretary.

The Meeting elects Mrs. Monique BRUNETTI, employee, residing professionally in L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, as scrutineer The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of the corporate purpose in order to give article 3 of the bylaws the following wording:

" **Art. 3.** The objet of the Company is to acquire and hold participation(s) in "LT Global Energy S.C.A. - SICAV SIF", a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions), qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement specialise (SICAV-SIF) subject to the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds as amended, which shall be incorporated pursuant to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, as well as to act as its general partner and shareholder with unlimited liability.

The purpose of the Company is the carrying out of all operations related to the activities of an investment adviser, in accordance with the provisions of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The Company may furthermore make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests, in whatever form, in any business, undertakings or company, having an identical, analogous or related purpose or which are likely to support the development of its business and to facilitate the distribution of its products or services.

The Company may further grant any form of guarantee or security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

The Company can generally undertake all industrial, commercial, financial, investment or real estate operations in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad which are connected directly or indirectly in whole or in part to the corporate purpose."

2. Exchange of the existing one thousand (1,000) shares with a nominal value of thirty-one Euros (31.- EUR) each against thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each;

3. Increase of the share capital of the Company by an amount of ninety-four thousand Euros (94,000.- EUR), so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) up to one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), by the creation and issuance of ninety-four thousand (94,000) new shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each;

4. Subscription of the ninety-four thousand (94,000) new shares as follows:

- the public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "TURGOT S.A.", established and having its registered office in L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 153048, up to eighty thousand (80,000) shares, to be fully paid-up by conversion into capital of an uncontested, current and immediately exercisable claim the it holds against the Company; and

- Mr. Patrick LAMARRE, company director, born in Montréal (Canada), on June 5, 1971, residing in M9A3S1 Etobicoke (Ontario), 46 Wimbleton Road (Canada), up to fourteen thousand (14,000) shares, to be fully-up by payment in cash;

5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 5 of the by-laws;

6. Amendment to the shareholders' register in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the exchange of the shares and with the recording in the shareholders' register of newly issued shares; and

7. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to modify the purpose of the Company and to adopt in consequence for article 3 of the articles of association the wording as reproduced under point 1) of the agenda.

Second resolution

The Meeting resolves to exchange the existing one thousand (1,000) shares with a nominal value of thirty-one Euros (31.- EUR) each against thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each, so that each shareholder will receive thirty-one (31) "new" shares against one (1) "old" share.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ninety-four thousand Euros (94,000.- EUR), so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) up to one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), by the creation and issuance of ninety-four thousand (94,000) new shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

Subscription

The Meeting acknowledges that, with the agreement of all the shareholders, the ninety-four thousand (94,000) new shares have been subscribed by:

- the public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "TURGOT S.A.", established and having its registered office in L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 153048, up to eighty thousand (80,000) shares; and

- Mr. Patrick LAMARRE, company director, born in Montréal (Canada), on June 5, 1971, residing in M9A3S1 Etobicoke (Ontario), 46 Wimbleton Road (Canada), up to fourteen thousand (14,000) shares.

Payment of the new shares

The Meeting acknowledges that:

- the fourteen thousand (14,000) new shares subscribed by Mr. Patrick LAMARRE, pre-named, have been fully paid-up by payment in cash up to the amount of fourteen thousand Euros (14,000.- EUR), so that the said sum is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly, and

- the eighty thousand (80,000) new shares subscribed the company "TURGOT S.A.", pre-designated, have been fully paid-up by conversion into capital of an uncontested, current and immediately exercisable claim it holds against the Company (the "Contribution").

Assessment - Contribution report

The Contribution has been valued and described in a report, dated July 24, 2014, drawn up by "MAZARS LUXEMBOURG", a public limited company, with registered office in L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, acting as independent qualified auditor ("réviseur d'entreprises agrée indépendant") in the Grand Duchy of Luxembourg, under the signature of Mr. Cyril CAYEZ, according to articles 26-1 and 32-1 of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies.

The conclusion of such report is the following:

Conclusion

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.

La rémunération de l'apport en nature consiste en 80.000 actions à créer d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Notre rapport n'a été réalisé qu'aux fins de conformité avec les articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Notre rapport est établi uniquement pour l'information du Conseil d'Administration, des actionnaires de la société et la CSSF. Il ne peut être utilisé, révélé, résumé, publié au transmis à d'autres fins."

Such report, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept said subscriptions and payments and to allot the ninety-four thousand (94,000) shares to each of the subscribers as mentioned before.

Fifth resolution

As a result of the above adopted resolutions, the Meeting decides to amend the first paragraph of article 5 of the Articles in order to give it the following wording:

" **Art. 5. (first paragraph).** The corporate capital is fixed at one hundred fifty-five thousand Euros (125,000.- EUR), represented by one hundred fifty-five thousand (125,000) shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each."

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the shareholders' register in order to reflect the above changes with power and to authorise and empower any director of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the exchange of the shares and with the recording in the shareholders' register of the newly issued shares.

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand seven hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de "LT Global Energy S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 179834, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 8 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2582 du 17 octobre 2013,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jacques BECKER, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf.

Le Président désigne Madame Nicole REINERT, employée, demeurant professionnellement à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Monique BRUNETTI, employée, demeurant professionnellement à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social afin de donner à l'article 3 des statuts la teneur suivante:

" **Art. 3.** L'objet de la Société est d'acquérir et de détenir une (des) participation(s) dans "LT Global Energy S.C.A. - SICAV SIF", un société en commandite par actions luxembourgeoise, se qualifiant comme une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) soumis à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée, qui sera constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que d'agir comme gérant et actionnaire avec une responsabilité illimitée.

Le but de la société est la réalisation de toutes les opérations liées aux activités d'un gérant de fonds d'investissement, conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle qu'amendée, La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans touts commerces, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, similaire ou apparenté ou qui sont susceptible de soutenir le développement de son objet et de faciliter la distribution de ses produits ou services.

La Société pourra également accorder toute forme de garantie et sûreté pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social."

2. Echange des mille (1.000) actions avec une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune contre trente et un mille (31.000) actions avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille euros (94.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR), par la création et l'émission de quatre-vingt-quatorze mille (94.000) actions nouvelles avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune;

4. Souscription des quatre-vingt-quatorze mille (94.000) actions nouvelles comme suit:

- la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "TURGOT S.A.", établie et ayant son siège social à L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153048, à concurrence de quatre-vingt mille (80.000) actions, à libérer entièrement par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient à l'encontre de la Société; et

- Monsieur Patrick LAMARRE, chef d'entreprise, né à Montréal (Canada), le 5 juin 1971, demeurant à M9A3S1 Etobicoke (Ontario), 46 Wimbleton Road (Canada), à concurrence de quatorze mille (14.000) actions, à libérer entièrement par un versement en numéraire;

5. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

6. Modification du registre des actionnaires afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder à l'échange des actions et à l'inscription dans le registre des actionnaires des actions nouvellement émises; et

7. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'article 3 des statuts la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 1).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'échanger les mille (1.000) actions avec une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune contre trente et un mille (31.000) actions avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, de sorte à ce que chaque actionnaire recevra trente et une (31) actions "nouvelles" contre une action "ancienne".

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille euros (94.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR), par la création et l'émission de quatre-vingt-quatorze mille (94.000) actions nouvelles avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Souscription

L'Assemblée reconnaît, qu'avec l'agrément de tous les actionnaires, les quatre-vingt-quatorze mille (94.000) actions nouvelles ont été souscrites par:

- la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "TURGOT S.A.", établie et ayant son siège social à L-1280 Luxembourg, 1, rue du Père Jacques Brocquart, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153048, à concurrence de quatre-vingt mille (80.000) actions; et

- Monsieur Patrick LAMARRE, chef d'entreprise, né à Montréal (Canada), le 5 juin 1971, demeurant à M9A3S1 Etobicoke (Ontario), 46 Wimbleton Road (Canada), à concurrence de quatorze mille (14.000) actions.

Libération de nouvelles actions

L'Assemblée reconnaît que:

- les quatorze mille (14.000) actions nouvelles souscrites par Monsieur Patrick LAMARRE, pré-qualifié, ont été entièrement souscrites moyennant un versement à hauteur d'un montant de quatorze mille euros (14.000,- EUR), de sorte que ladite somme se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément; et

- les quatre-vingt mille (80.000) actions nouvelles souscrites par la société "TURGOT S.A.", pré-désignée, ont été entièrement libérées par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient à l'encontre de la Société (l'"Apport").

Evaluation - Rapport de l'apport

L'Apport a été évalué et décrit dans un rapport, daté du 24 juillet 2014, dressé par "MAZARS LUXEMBOURG", une société anonyme, avec siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, agissant comme réviseur d'entreprises agréé indépendant au Grand-Duché de Luxembourg, sous la signature de Monsieur Cyril CAYEZ, conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La conclusion dudit rapport est la suivante:

Conclusion

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.

La rémunération de l'apport en nature consiste en 80.000 actions à créer d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Notre rapport n'a été réalisé qu'aux fins de conformité avec les articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Notre rapport est établi uniquement pour l'information du Conseil d'Administration, des actionnaires de la société et la CSSF. Il ne peut être utilisé, révélé, résumé, publié au transmis à d'autres fins."

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accepter lesdites souscriptions et lesdites libérations et d'attribuer les quatre-vingt-quatorze (94.000) actions à chacun des souscripteurs comme mentionné ci-dessus.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** La capital social est fixé a cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR), représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) actions avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune."

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et d'accorder pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'échange des actions et à l'inscription dans le registre des actionnaires des actions nouvellement émises.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille sept cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. BECKER, N. REINERT, M. BRUNETTI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 août 2014 LAC/2014/36775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014140959/292.

(140159735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Amazon Europe Core S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 180.022.

—

In the year two thousand and fourteen on the first day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public with address at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Amazon Europe Core S.à r.l.", a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 5 rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 180.022, incorporated by deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary public with address at 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 28 August 2013, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2645 dated 23 October 2013 (the "Company"). The articles of association of the Company have been lastly amended by notarial deed enacted by Maître Henri Hellinckx, prenamed, on 16 December 2013, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 561, dated 3 March 2014.

The meeting is presided by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Solange Wolter, notary's clerk, residing in professionally in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I. - The sole shareholder of the Company, Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., a Luxembourg "société en commandite simple", having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register with the number B 101.270 (the "Sole Shareholder" or the "Contributor"), duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, and the number of shares held by it is shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing person and the notary, shall remain here annexed to be registered with this deed.

II. - As it appears from the attendance list, the 2 (two) shares of the Company with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.

III. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), so as to raise it from its current amount of EUR 25,000 (twenty-five thousand Euros) to EUR 37,500 (thirty-seven thousand five hundred Euros), by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), subject to the payment of a share premium amounting to EUR 2,252,500 (two million two hundred fifty-two thousand five hundred Euros), out of which an amount of EUR 1,250 (one thousand two hundred fifty Euros) shall be allocated to the legal reserve of the Company;

3. Subscription, intervention of the subscriber and payment of the new share of the Company by way of a contribution in kind consisting of certain fixed assets having an aggregate value of EUR 2,265,000 (two million two hundred sixty-five thousand Euros);

4. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital of the Company pursuant to resolutions 2. and 3. above; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), so as to raise the share capital from its current amount of EUR 25,000 (twenty-five thousand Euros) to EUR 37,500 (thirty-seven thousand five hundred Euros) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) (the "New Share"), subject to payment of a share premium amounting to EUR 2,252,500 (two million two hundred fifty-two thousand five hundred Euros) (the "Share Premium"), out of which an amount of EUR 1,250 (one thousand two hundred fifty Euros) shall be allocated to the legal reserve of the Company, the whole to be fully paid up through a contribution in kind by the Sole Shareholder consisting of certain fixed assets, as described in exhibit A which shall remain here annexed to be registered with this deed (the "Fixed Assets").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Share and the Share Premium through the contribution of the Fixed Assets (the "Contribution").

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Share. The issuance of the New Share is also subject to the payment of the Share Premium. The New Share and the Share Premium have been fully paid up by the Contributor through the Contribution.

Evaluation

The net value of this contribution in kind is EUR 2,265,000 (two million two hundred sixty-five thousand Euros). Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 1 July 2014, whereby the managers of the Company acknowledge their responsibility as managers in the case of a capital increase and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

The Contribution is allocated as follows:

- EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to the share capital; and

- EUR 2,252,500 (two million two hundred fifty-two five hundred Euros) to the share premium account of the Company, out of which an amount of EUR 1,250 (one thousand two hundred fifty Euros) shall be allocated to the legal reserve of the Company.

Evidence of the Contribution's existence:

Proof of the Contribution's existence has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution described above having fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association to read as follows:

" **Art. 8. Capital - Shares.** The Company's capital is set at EUR 37,500 (thirty-seven thousand five hundred Euros), represented by 3 (three) shares with a nominal value of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) each."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about two thousand nine hundred Euros (2,900.- Euro).

Whereof the present notarial deed was drawn-up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le premier jour de juillet.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Amazon Europe Core S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5 rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.022, constituée suivant acte notarié par le notaire Maître Joseph Elvinger, notaire résidant au 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 28 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2645 en date du 23 octobre 2013 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, précité, en date du 16 décembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 561 en date du 3 mars 2014.

L'assemblée est présidée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président nomme en tant que secrétaire et l'assemblée élit en tant que scrutateur Solange Wolter, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président a demandé au notaire d'acter ce qui suit:

I.- L'associé unique de la Société, Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., une société en commandite simple de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.270 (l'«Associé Unique» ou l'«Apporteur»), dûment représentée par Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, et le nombre de parts sociales détenue par elle étant exposé dans la liste de présence. Laquelle liste et procuration, après signature par la partie comparante et le notaire soussigné, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

II.- Comme indiqué dans la liste de présence, les 2 (deux) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), afin de le porter de son montant actuel de 25.000 EUR (vingt-cinq mille Euros) à 37.500 EUR (trente-sept mille cinq cent Euros) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros), soumise au paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 2.252.500 EUR (deux millions deux cent cinquante-deux mille cinq cent Euros), dont un montant de 1.250 EUR (mille deux cent cinquante Euros) seront affectés à la réserve légale de la Société;

3. Souscription, intervention du souscripteur et paiement de la nouvelle part sociale au moyen d'un apport en nature consistant en certain actifs immobilisés d'un montant total de 2.265.000 EUR (deux millions deux cent soixante-cinq mille Euros);

4. Modification subséquente de l'article 8 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société conformément aux résolutions 2 et 3 précitées; et

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et accepte en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) afin de le porter de son montant actuel de 25.000 EUR (vingt-cinq mille Euros) à 37.500 EUR (trente-sept mille cinq cent Euros) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) (la «Nouvelle Part Sociale») soumise au paiement d'une prime d'émission d'un montant total de 2.252.500 EUR (deux millions deux cent cinquante-deux mille cinq cent Euros) (la «Prime d'Emission»), dont un montant de 1.250 EUR (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société, l'intégralité devant être libérée au moyen d'un apport en nature par l'Associé Unique consistant en certaines immobilisations corporelles, telles que décrites dans l'annexe A, qui restera annexée pour être enregistrée en même temps avec le présent acte (les «Actifs Immobilisés»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur de la Nouvelle Part Sociale et de la Prime d'Emission au moyen de l'apport des Actifs Immobilisés (l'«Apport»).

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par Mr. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, et déclare souscrire la Nouvelle Part Sociale. L'émission de la nouvelle part sociale est également soumise au paiement de la Prime d'Emission. La Nouvelle Part Sociale et la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Apporteur, au moyen de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de cet apport en nature s'élève à un montant de 2.265.000 EUR (deux millions deux cent soixante-cinq mille Euros). Une telle évaluation a reçu l'approbation de l'ensemble des gérants de la Société aux termes d'une déclaration de valeur de l'Apport en date du 1 er juillet 2014, par laquelle les gérants de la Société reconnaissent leur responsabilité en tant que gérants en cas d'augmentation de capital et qui reste annexée au présent acte afin d'être soumise avec ce dernier aux formalités d'enregistrement.

La valeur totale de l'Apport est répartie comme suit:

- 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) sont alloués au capital social; et

- 2.252.500 EUR (deux mille deux cent cinquante-deux mille cinq cent Euros) sont alloués à la prime d'émission de la Société, dont un montant de 1.250 EUR (mille deux cent cinquante Euros) sera alloué à la réserve légale de la Société.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport décrit ci-dessus ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8. Capital - Parts sociales.** Le capital social de la Société est fixé à 37.500 EUR (trente-sept mille cinq cent Euros), représenté par 3 (trois) parts sociales, d'une valeur nominale de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) chacune.»

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée.

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec l'augmentation de son capital social, ont été estimés à deux mille neuf cents Euros (EUR 2.900.-).

Dont acte, Le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte au mandataire de la partie comparante, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. La requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32058. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140078/201.

(140159427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

D.E.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 149.700.

—

Par la présente nous vous informons que la Fiduciaire EURO CONSEIL ENTREPRISE S.A. démissionne ce jour lundi 1 er septembre 2014 de son poste de Commissaire aux comptes de la société DES S.A., immatriculée au RC B149.700.

Le 1 er septembre 2014. R. ALMASSI.

Référence de publication: 2014142698/10.

(140162580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Vantage Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 173.371.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

VANTAGE CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2014143135/11.

(140162584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 114.452.

—

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of July.

before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of The European Fund for Southeast Europe S.A., SICAV-SIF, a société anonyme qualifying as société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in accordance with the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, having its registered office in 31, z.a. Bourmicht, L-8070 Bertrange (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of notary Henri Hellinckx on 15 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 14 March 2006 under number 538 as lastly amended by a notarial deed of notary Henri Hellinckx on 16 December 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 24 February 2010 under number 397.

The meeting is opened with Mr Olivier Lansac, employee, residing professionally in Bertrange, in the chair, who assumes also the function of scrutineer.

The Chairma appointed as secretary Mrs Arlette Siebenaler, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That all the shares being registered shares, the present meeting has been convened by notices sent by registered mail to all the shareholders on the 13 th of June 2014.

II. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment to Article 7 "Share Capital - Classes of Shares and Notes" to include the following wording in replacement of the existing wording:

"Different Sub-Classes of C Shares, which may be issued in successive Tranches, bear the first National Losses on investments made in a specific Nation/National Entity or in a specific region as well as a portion of Generic Losses as further described in sections "Shares" and "Subordination Waterfall" of the Issue Document;

B Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of the relevant National C Shares (if any) and the NAV of the relevant Regional C Shares has been reduced to EUR 0 per Share, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document; and

A Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of all the B Shares has been reduced to zero, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document."

2. Amendment to Article 9 "Issue of Shares" to include the following wording:

"Whenever the Fund offers A Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and tranche(s) unless the net asset value B Shares and all relevant National and/or Regional C Shares, as the case may be as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14) is nil, in which case such A Shares are issued on such Valuation Day and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers B Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and/or tranche(s) unless the net asset value unless the Net Asset Value of all relevant National and/or Regional C Shares, as the case may be, as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14) is nil, in which case such B Shares are issued on such Valuation Day and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers C Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered and subscribed shall be based on their applicable net asset value as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14).

The price per share may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors and as described in the Issue Document. The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the board of directors and disclosed in the Issue Document. The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them."

3. Amendment to Article 15 "Directors" to include the following wording:

"At least a ¾ majority of the members of the board of directors (shall be representatives of / proposed by the (i) supranational institutions (such as the European Central Bank, the European Investment Bank, the European Investment Fund, the European Financial Stability Facility S.A., the European Stability Mechanism, the European Development Finance Institutions and bilateral development banks, the World Bank, the International Monetary Fund, and other supranational institutions and similar international organisations); (ii) the Luxembourg Central Bank and other national central banks; and/or (iii) any national, regional and local governments, and bodies or other institutions which manage funds supporting social security and pension systems."

4. Various general updates and clarifications.

III. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. That pursuant to the attendance list, 10,007 shares out ot the 12,574 shares in circulation are represented at the present meeting, so that the meeting is composed of shareholders representing more than 60% of the capital and is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation takes the following resolution by 9,807 votes in favour, 200 votes abstaining:

Resolution

The meeting resolves subjet to the written approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) to amend the Articles of Incorporation as set out in the agenda and to restate the Articles of Incorporation in the English language only as follows:

Title I - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of «The European Fund for Southeast Europe S.A., SICAV-SIF» (hereinafter the «Fund»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Fund is established in the commune of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or its possessions) by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

Art. 3. Duration. The Fund is established for an unlimited period of time. The Fund may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner described in Article 31 hereof.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it, within the framework of its mission, in securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended from time to time (the «2007 Law»).

Art. 5. Mission Statement. The Fund aims to foster economic development and prosperity in the Southeast Europe region and in the European Eastern Neighborhood region through the sustainable provision of additional development finance, notably to micro and small enterprises and to private households, via qualified financial institutions.

In pursuing its development goal the Fund will observe principles of sustainability and additionality, combining development and market orientations.

Art. 6. Eligible Nations/National Entities. Albania, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Georgia, Kosovo under the United Nations Security Council resolution UNSCR 1244/99, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, Moldova, Montenegro, Romania, Serbia, Turkey and Ukraine are eligible nations/national entities for the Fund.

Any other nations/national entities in the Southeast Europe region, including those which are considered as countries of operation by the European Bank for Reconstruction and Development or which are countries eligible under the Pre-Accession Assistance of the European Union, may become eligible upon approval by the board of directors.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 7. Share Capital - Classes of Shares and Notes. The capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital increased by share premium, if any, shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000).

The initial capital was fifty thousand Euro (EUR 50,000) divided into, two (2) B Shares, of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 9 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or sub-classes, each evidencing a different level of risk, as more fully described in the issue document of the Fund as amended from time to time (the «Issue Document»):

- Different Sub-Classes of C Shares, which may be issued in successive Tranches, bear the first National Losses on investments made in a specific Nation/National Entity or in a specific region as well as a portion of Generic Losses as further described in sections "Shares" and "Subordination Waterfall" of the Issue Document;

- B Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of the relevant National C Shares (if any) and the NAV of the relevant Regional C Shares has been reduced to EUR 0 per Share, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document; and

- A Shares, which may be issued in successive Tranches, bear Losses only if the NAV of all the B Shares has been reduced to zero, as further described in section "Subordination Waterfall" of the Issue Document.

In order to protect senior class(es) of shares in cases of losses, each class of shares shall comply with a subordination percentage as set forth in the Issue Document which shall describe the percentage of the combined value of possible losses which shall be absorbed by the subordinated classes of shares.

The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 8. Form of Shares.

(1) Shares shall only be issued in registered form and are exclusively restricted to institutional, professional and/or well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law. The Fund will not issue, or give effect to any transfer of securities to any investor who does not comply with this provision.

All issued registered shares of the Fund shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore and, (ii) upon delivery to the Fund of the transfer form duly fulfilled and signed by the transferee and the transferor and (iii) acceptance of the new investor by the board of directors and the transfer agent unless otherwise provided for in the Issue Document. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Fund or by one or more other persons duly authorised thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

(4) The Fund recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s). Moreover, in the case of joint shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

(5) The Fund may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Issue of Shares. The board of directors is authorised, subject to the conditions described in the Issue Document, to issue, at any time, in several tranches, an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

Whenever the Fund offers A Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and tranche(s) unless the net asset value B Shares and all relevant National and/or Regional C Shares, as the case may be as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14) is nil, in which case such A Shares are issued on such Valuation Day and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers B Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and/or tranche(s) unless the net asset value unless the Net Asset Value of all relevant National and/or Regional C Shares, as the case may be, as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14) is nil, in which case such B Shares are issued on such Valuation Day and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers C Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered and subscribed shall bebased on their applicable net asset value as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 14).

The price per share may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors and as described in the Issue Document. The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the board of directors and disclosed in the Issue Document. The board of directors may delegate

to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The board of directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, if applicable, to deliver a contribution in kind report from the auditor of the Fund («réviseur d'entreprises agréé») which shall be available for inspection and provided that such securities comply with the investment objectives and policy of the Fund.

Art. 10. Redemption of Shares. The Fund is a closed-ended undertaking for collective investment. Consequently, shares in the Fund shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The shares may however be redeemed compulsorily if a shareholder is found not to be an institutional investor, a professional investor or a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law.

In addition, the Fund may redeem its shares in the circumstances described in the Issue Document and whenever the board of directors considers this to be in the best interest of the Fund, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by law, by these Articles and by the Issue Document.

The redemption price shall be an amount based on the net asset value per share determined in accordance with the provisions of Articles 12(2) and 13 less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issue Document for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten (10) business days from the relevant Valuation Day, provided that the transfer documents have been received by the Fund, subject to the provision of Article 14 hereof.

All redeemed shares may be cancelled.

The Fund shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 13) as of the redemption day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Fund. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 11. Conversion of Shares. Shareholders are only entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class into shares of another existing class of the Fund if such conversation is permitted according to the Issue Document. When authorised, such conversion shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine and disclosed in the Issue Document.

Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares. The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any person, firm, partnership or corporate body, if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the existing shareholders or to the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Fund may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund; and

D.- where it appears to the Fund that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Fund preceding the date of the purchase notice as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber to shares of the Fund issued in connection with the incorporation of the Fund while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Fund.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Fund that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms «U.S. Person» mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or «resident alien» within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term «U.S. Person» means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term «U.S. person» also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. «United States» means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class, sub-class or tranche shall be calculated in Euro. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Fund attributable to each class, sub-class or tranche of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, sub-class or tranche, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class, sub-class or tranche then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class, sub-class or tranche of shares are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Fund shall include:

1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

2) all bills, demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided

that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Fund, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a. Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market will be initially valued at their fair value, then valued subsequently at amortized cost less an impairment provision, if any, as further described in the Issue Document.

b. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

c. The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

d. The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

e. All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

f. In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to subparagraph (a), (d) or (e) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

II. The liabilities of the Fund shall include:

1) all loans, securitized or not such as the notes, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Fund;

5) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;

6) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with the Fund's accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund which shall comprise but not be limited to fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its investment managers, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Custodian (as defined hereinafter) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and officers of the Fund and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable traveling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing issue documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The net asset value per A, B and C Shares shall be calculated using the following methodology:

1. Between classes of shares and tranches, the assets and liabilities as well as income and losses are allocated in accordance to the provisions as outlined in this Article and the Issue Document.

2. The assets, liabilities, income and expenses will be established for the Fund using valuation and accounting principles as described above. The net asset value derived from such balance sheet thus established under the accounting principles of the Fund will then be allocated to the net asset value of each tranche of A, B and C Shares.

The total net asset value of each tranche of A, B and C Shares will be divided by the respective number of shares of each tranche of A, B and C Shares to calculate the net asset value per share of each tranche of A, B and C Shares.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Fund to be redeemed under Article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the redemption day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

2) shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Fund.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. The net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at least twice a year at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the «Valuation Day».

The Fund may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class or tranche and the issue, redemption and conversion of its shares in the following cases:

a) during any period when market or stock exchange which is the principal market or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Fund is listed is closed, other than for ordinary holidays, or during which dealings are considerably restricted or suspended;

b) when for any other exceptional circumstance the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

c) when the means of communication normally used to calculate the value of assets of the Fund are suspended or when, for any reason whatsoever, the value of an investment of the Fund cannot be calculated with the desired speed and precision;

d) when restrictions on exchange or the transfer of capital prevent the execution of dealings of the Fund or when buying and selling transactions on its behalf cannot be executed at normal exchange rates;

e) when factors which depend, among other things, on the political, economic, military and monetary situation and which evade the control, responsibility and means of action of the Fund, prevent the Fund from having access to its assets and from calculating its net asset value in a normal or reasonable manner;

f) when the board of directors so decide, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied as soon as an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Fund.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Fund and may be notified to the concerned investors.

Such suspension as to any class or tranche of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, conversion and redemption of shares of any other class or tranche of shares if the assets within such other class or tranche of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may only be revocable in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each class and tranche of shares, following the end of the period of suspension.

Title III - Administration and Supervision

Art. 15 Directors. The Fund shall be managed by a board of directors composed of not less than seven members and maximum nine members, who need not be shareholders of the Fund. The directors shall be appointed by the general

meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director of the Fund, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

The shareholders of each class of shares shall be entitled to propose to the general meeting of shareholders a list containing the name of candidates for the position of director of the Fund.

Subject to the below paragraph, the general meeting of shareholders must choose and appoint as directors (i) one candidate from the list submitted to it by the A shareholders, (ii) four or five from the list submitted to it by the B shareholders (one (in the case of a board of directors with seven members) or two (in the case of a board of directors with nine members) of whom amongst the candidates proposed by the largest or each of the two largest B shareholder (s) other than KfW and three amongst the candidates proposed by KfW) and (iii) two or three from the list submitted to it by the C shareholders (one (in the case of a board of directors with seven members) or two (in the case of a board of directors with nine members) of whom amongst the candidates proposed by the largest C shareholder or by each of the two largest C shareholders and one amongst the candidates proposed by the other C shareholders on a rotating basis). If any of the A, B or C shareholders fail to submit a list of candidates, the general meeting of shareholders shall elect instead any candidate of its discretion.

At least a ¾ majority of the members of the board of directors shall be representatives of / proposed by the (i) supranational institutions (such as the European Central Bank, the European Investment Bank, the European Investment Fund, the European Financial Stability Facility S.A., the European Stability Mechanism, the European Development Finance Institutions and bilateral development banks, the World Bank, the International Monetary Fund, and other supranational institutions and similar international organisations); (ii) the Luxembourg Central Bank and other national central banks; and/or (iii) any national, regional and local governments, and bodies or other organisations or institutions which manage funds supporting social security and pension systems.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify. However a director may be reelected. The members of the board of directors may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 16. Board Meetings. The board of directors may choose a chairman from among its members that have been proposed by KfW. It may choose a secretary who needs not to be a director and who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The manager (herein referred to as the «Manager») can be invited as a non-voting member.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders.

In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director among those that have been proposed by KfW, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Fund. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least five days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Subject to the last paragraph of this Article, the directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Fund by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 17. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 20 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the joint signature of any two directors, by the joint signature of any officers of the Fund or by the joint signatures of a director and an officer of the Fund or of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. Delegation of Power. The board of directors of the Fund may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as authorised signatory for the Fund) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorises, sub-delegate their powers.

The board of directors shall, among others, appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee and may appoint any other special committee as described more fully in the Issue Document, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Fund is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The board of directors, acting in the best interest of the Fund, may decide, in the manner described in the Issue Document, that (i) all or part of the assets of the Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment, or that (ii) all or part of the assets of the Fund be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 21. Conflict of Interest. The Manager, the Advisor, the Custodian, the Administrative Agent and their respective affiliates, directors, officers and shareholders (collectively the «Parties») are or may be involved in other financial, investment and professional activities which may cause conflict of interest with the management and administration of the Fund. These include the management of other funds, purchases and sales of securities, brokerage services, custodian and safekeeping services and serving as directors, officers, advisors or agents of other funds or other companies, including companies in which the Fund may invest. Each of the Parties will respectively ensure that the performance of their respective duties will not be impaired by any such involvement that they might have. In the event that a conflict of interest does arise, the relevant Parties shall notify the board of directors. The board of directors and the relevant Parties involved shall endeavour to ensure that it is resolved fairly within reasonable time and in the interest of the shareholders.

Special Committee

In the event that a member of a special committee appointed by the board of directors has an interest conflicting with that of the Fund in a matter which is subject to the special committee's approval, that member must make such interest known to the special committee and to the board of directors.

This member must not deliberate or vote upon any such transaction. Any such transaction must be specifically reported at the next meeting of shareholders before any other resolution is put to a vote.

Directors and Officers of the Fund

No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, associate,

officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest opposite to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 22. Indemnification of Directors. The Fund shall indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Fund or, at its request, of any other company of which the Fund is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an independent auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Fund.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV - General meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 24. General Meetings of Shareholders of the Fund. The general meeting of shareholders of the Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Fund, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fifth (5 th) of May at 2.00 p.m. of each year. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet in person, by video conference or by conference call upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least fifteen days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders or at such other address previously indicated by the relevant shareholder. A shareholder participating to a meeting through video conference or by conference call shall, prior to such meeting, designate a proxyholder, who physically attends the meeting and confirms the votes cast by the shareholder it represents. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

Given that all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class, sub-class or tranche is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by cable, telex or facsimile transmission, who need not be a shareholder and who may be a director of the Fund.

Unless otherwise provided by law or herein, general meetings of shareholders shall not validly deliberate unless shareholders representing 60% of the capital are present or duly represented.

If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened, by means of registered mails sent at least eight calendar days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital represented.

Unless required otherwise by law or these Articles, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 25. General Meetings of Shareholders in a Class of Shares. The shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares.

The provisions of Article 24, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Fund shall commence on 1 st January of each year and shall terminate on the 31 st December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or the Fund shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law and by the Issue Document, determine how the results of the Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in Euro and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V - Final Provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Fund shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the agreement entered into with the Fund.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Fund. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. At this meeting, on first call shareholders who represent at least 60% of the share capital of the Fund must be present or represented and the decision to dissolve the Fund must be taken by at least three quarters of the votes validly cast. If the quorum requirement is not met, a second meeting may be convened. At this second meeting, shareholders who represent at least half of the share capital of the Fund must be present or represented and the decision to dissolve the Fund must be taken by at least three quarters of the votes validly cast. If the quorum requirement is again not met, a third meeting may be convened. The third meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital represented. At this third meeting, resolutions must still be carried by at least three quarters of the votes validly cast.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 7 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 7 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding investments of the Fund.

The liquidator(s) shall apply the assets available for distribution among the shareholders in accordance with the provisions of the Issue Document and shall act in accordance with applicable laws and regulations when disposing of the investments and terminating the Fund.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders, as further described under Article 24, subject to the following quorum, majority and notice requirements. The general meeting of shareholders shall not validly deliberate unless at least 60% of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Fund. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, by means of registered mails sent at least fifteen calendar days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions concerning the Articles, in order to be adopted, must be carried by at least three-quarters of the votes validly cast. The mission statement of the Fund may only be changed if the votes approving such change include the vote of the European Commission to the extent the latter is a shareholder of the Fund.

Art. 32. Amendments to the Issue Document. The board of directors is authorised to make material amendments, as described below, to the provisions of the Issue Document, subject to compliance with (i) the procedures set forth below, (ii) the 2007 Law and (iii) provided it has obtained the approval of such amendments from shareholders representing at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of either (a) the Fund or (b) each of the relevant classes of shares should the amendments be applicable only to such class(es) of shares.

The board of directors shall send a notice to the relevant shareholders indicating the contemplated amendments to the Issue Document. Subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the «CSSF»), such changes shall become effective and the Issue Document will be amended accordingly within a two months period from the sending by registered mail of such notice to shareholders, provided that shareholders representing at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of the Fund or class of shares, as the case may be, have communicated their approval of such amendments to the board of directors in writing within a one-month period after the sending of such notice to the relevant shareholders. If shareholders of the Fund or the relevant Class, as applicable, have not responded affirmatively within such one-month period or have communicated their refusal to the board of directors for all or some of the contemplated amendments to the Issue Document, such shareholders shall have the right to redeem their respective shares, provided they notify the board of directors in writing, within such one-month period, of their desire to redeem their shares. Such request for redemption must specify which amendments they object to and the number of shares they wish to redeem. If one or several of such contemplated amendments are approved by the required supermajorities as set forth above, and approved by the CSSF, the Fund shall redeem the relevant shares of the objecting shareholders in accordance with the following paragraph.

Such redemption of shares will be made free of charge, at a price equal to the net asset value plus any accrued dividends, as of the Valuation Day which is not less than one hundred (100) calendar days after the end of such above-mentioned one month period. Such redemption amount will be paid within four (4) months after such Valuation Day.

The board of directors shall only authorise the redemption of shares if (i) such redemption does not cause the subordination percentages set forth in the Issue Document to be breached for the remaining duration of such shares and (ii) no shareholder would, following such redemption, hold more than fifty percent of the total share capital of the Fund. If, as a result of a contemplated amendment to the Issue Document being approved by the CSSF and by at least three quarters (3/4) of the votes attached to the share capital of the Fund or class of shares, as the case may be, there are shares which are requested to be redeemed by shareholders, as described above, which would cause the events referred to under items (i) and (ii) above to occur, such contemplated amendments may not be implemented.

The foregoing procedures shall be applicable for material amendments to the provisions of the Issue Document as further described in section «General information», sub-section «Amendments to the Issue Document» in the Issue Document.

In addition, the board of directors is also authorised to amend any other provision of the Issue Document, other than material amendments to the provisions referred above, provided such changes are not detrimental to the interests of the shareholders of the Fund or any class of shares as a whole, as the case may be. In such case, shareholders will be informed thereof by registered mail and the Issue Document will be amended accordingly. For the avoidance of doubt shareholders will not be offered the right to request the redemption of the shares in these circumstances.

Subject to the approval of the CSSF and without prejudice to Article 31 hereof, the board of directors is authorised to amend the Issue Document to conform to any amendments made to the Articles that are approved by the shareholders in accordance with Article 31 hereof.

In case any of the above amendments of the Issue Document entails an amendment of the Articles, such decision shall be passed in accordance with Article 31 hereof.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Art. 35. Definitions. The terms used in these Articles of Incorporation shall be construed as indicated in the Issue Document, unless the context otherwise requires."

The general meeting resolves to authorise Mr Olivier Lansac, prenamed, to appear before notary upon receipt of the written approval by the CSSF in order to fix the effective date of the amendment of the Articles of Incorporation.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: O. LANSAC, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34389. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141175/727.

(140160247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Alrai S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 189.982.

—

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of August.

Before Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Mr. Zhaorui YAN, deputy general manager, born on 21 September 1976 in Puyang City, Henan Province (China), having his address at No. 7-2-33, Wenquan Garden, Shihua Street, Hualong District, Puyang City, Henan Province, China (the "Appearing Party"),

The Appearing Party is represented by Mrs. Sophie Henryon, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, as his proxy (the "Proxyholder") pursuant to a power of attorney dated 19 August 2014. The power of attorney, signed ne varietur by the Proxyholder and the notary, shall remain annexed to this deed and shall be registered with it.

The Appearing Party, represented by the Proxyholder, has requested the notary to incorporate a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with the following articles of incorporation:

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I - Form, Name, Corporate object, Duration, and registered office

1. Art. 1. Form. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

2. Art. 2. Name. The Company shall bear the name "Alrai S.à r.l.".

3. Art. 3. Corporate object.

3.1 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3.2 The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever type or origin, participate in the creation, deve-

lopment and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and intellectual property rights developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities) or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer (to the extent prohibited by any applicable law). It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities.

3.4 In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

4. Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

5. Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

5.2 It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

5.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Chapter II - Share capital, Shares and transfer of shares

6. Art. 6. Share capital.

6.1 The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

6.2 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 17 of the Articles.

6.3 The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles. The Sole Manager or the Board of Managers (as defined below) will have to be authorised by the shareholders' meeting acting in accordance with Article 17.8 to proceed to such a repurchase. In any case, the repurchase cannot result in reducing the net assets of the Company below the aggregate of the subscribed capital and the reserves which may not be distributed under the Law and the Articles.

7. Art. 7. Share premium account. The Company may set up a share premium account into which any premium paid on any share is transferred. The share premium is at the free disposal of the shareholders.

8. Art. 8. Shareholders' rights.

8.1 All shares have equal economic and voting rights.

8.2 Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with Article 20.

9. Art. 9. Shares indivisibility. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

10.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III - Management

11. Art. 11. Board of managers.

11.1 The Company is managed by one (the "Sole Manager") or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (the "Board of Managers").

11.2 The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

12. Art. 12. Powers of the sole manager or the board of managers.

12.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose.

12.2 All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

13. Art. 13. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be bound by (i) the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, (ii) the joint signature of any two managers, or (iii) the single or joint signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers.

14. Art. 14. Delegation and agent of the sole manager or the board of managers. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate his/her/its/ powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) and shall determine the agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

15. Art. 15. Meeting of the board of managers.

15.1 The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting. The chairman shall have no casting vote.

15.2 The Board of Managers may elect a secretary who needs not be a manager or a shareholder of the Company.

15.3 The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any two (2) managers. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires at the place indicated in the convening notice.

15.4 Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

15.5 No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

15.6 A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

15.7 The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority.

15.8 One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

15.9 A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers. The date of the written resolutions will be the date of the last signature of a manager on a copy of the present written resolutions.

15.10 For each meeting of the Board of Managers, written minutes of a meeting shall be prepared, signed by all managers present or represented at the meeting and stored at the registered office of the Company.

15.11 Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager.

16. Art. 16. Liability of the managers. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Chapter IV - Shareholders' meetings

17. Art. 17. Shareholders' meetings.

17.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

17.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his/its shareholding.

17.3 If there are more than twenty-five shareholders, the shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

17.4 If there are less than twenty-five shareholders, each shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

17.5 Shareholders' meetings may always be convened by the Board of Managers or the Sole Manager, failing which by shareholder(s) representing more than half of the share capital of the Company.

17.6 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

17.7 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder.

17.8 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholder(s) owning more than half of the share capital.

17.9 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by (i) a majority of shareholders (ii) owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V - Accounting year and annual accounts

18. Art. 18. Accounting year. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

19. Art. 19. Annual accounts and annual general meeting of shareholders.

19.1 At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

19.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

19.3 The balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval each year.

19.4 If there are more than twenty-five shareholders, the supervision of the Company must be entrusted to a supervisory board comprising one or more supervisory auditors (commissaires).

20. Art. 20. Allocation of profits and interim dividends.

20.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

20.2 Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital.

20.3 The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company in compliance with Article 17.8.

20.4 The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Chapter VI - Liquidation and dissolution

21. Art. 21. Liquidation.

21.1 The liquidation of the Company shall be decided by the shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

21.2 At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

21.3 At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with Article 20.3.

22. Art. 22. Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Chapter VII - Applicable law

23. Art. 23. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Subscription - Payments

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
Mr. Zhaorui YAN	12,500
Total	12,500

All these shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the Company's subscribed and issued share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the Company. Proof of the contribution has been given to the undersigned notary.

Costs

The amount of the expenses, remuneration and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company for its incorporation, amount to about one thousand three hundred euros.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Extraordinary general meeting

The Appearing Party, being the holder of all the shares of the Company and represented by the Proxyholder, passed the following resolutions:

First resolution:

Mr. Christophe Gaul, manager of companies, born on 3 April 1977 in Messancy (Belgium), having his professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg is appointed as sole manager of the Company for an undetermined duration:

Second resolution:

The registered office of the Company is at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the Appearing Party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the Appearing Party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Appearing Party, represented by the Proxyholder, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the Appearing Party represented by the Proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq août.

Par-devant Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

M. Zhaorui YAN, directeur général adjoint, né le 21 September 1976 à Puyang, Province du Henan (Chine), avec adresse au No. 7-2-33, Wenquan Garden, rue Shihua, district de Hualong, ville de Puyang, province du Henan, Chine, (la «Partie comparante»),

ici représenté par Mme. Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, (le «Mandataire»), en vertu d'une procuration sous seing privée donnée en date du 19 August 2014. La procuration signée ne varietur par le Mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La Partie comparante, représentée par le Mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la constitution de la société à responsabilité limitée avec les statuts suivants:

STATUTS

Chapitre I er - Forme, Nom, Objet social, Durée et siège social

1. Art. 1 er . Forme. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

2. Art. 2. Dénomination. La Société sera dénommée «Alrai S.à r.l.».

3. Art. 3. Objet social.

3.1 La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3.2 La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris

ses associés ou entités affiliées) ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

3.3 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique (pour autant que prohibé par les lois applicables). Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.

3.4 En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

4. Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

5.2 Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

5.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II - Capital social, Parts sociales et transfert des parts

6. Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1.-) chacune.

6.2 Le montant du capital social pourra être modifié à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale, tel que prévu par l'Article 17 des Statuts.

6.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel que définis ci-après) pourra être autorisé à procéder à un tel rachat sur base d'une décision de l'assemblée générale des associés prise conformément aux dispositions de l'Article 17.8. Un tel rachat ne pourra en aucun cas avoir pour effet que l'actif net de la Société devienne inférieur au montant de son capital souscrit, augmenté des réserves que la Loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

7. Art. 7. Compte de prime d'émission. La Société peut mettre en place un compte de prime d'émission dans lequel sera transféré toute prime payée sur chaque part. La prime d'émission est à la libre disposition des associés.

8. Art. 8. Droits des associés.

8.1 Toutes les parts confèrent à leurs détenteurs les mêmes droits de vote et droits financiers.

8.2 Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'Article 20.

9. Art. 9. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

10. Art. 10. Transfert des parts.

10.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

10.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 et 190 de la Loi.

Chapitre III - Gérance

11. Art. 11. Conseil de gérance.

11.1 La Société est gérée par un gérant (le «Gérant Unique») ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

11.2 Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant au moins la moitié du capital social.

12. Art. 12. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

12.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société.

12.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

13. Art. 13. Représentation de la société. Envers les tiers, la Société est valablement engagée par (i) la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'une pluralité de gérants, (ii) la signature conjointe de deux gérants, ou (iii) par la signature de chaque personne qui s'est vue déléguer un pouvoir de signature par le Conseil de Gérance.

14. Art. 14. Délégation des pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs pour la réalisation d'opérations spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et il devra déterminer les responsabilités ainsi que la rémunération, la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

15. Art. 15. Réunion du conseil de gérance.

15.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion. Le président n'a pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

15.2 Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

15.3 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président ou par deux gérants. Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au lieu indiqué dans la notice de convocation.

15.4 Toute réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée par remise d'une convocation écrite, soit en original, soit par télécopie ou e-mail, qui doit être donnée à tous les gérants, respectant un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

15.5 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Cette renonciation peut être donnée par écrit, en original ou par télécopie ou e-mail, par chaque membre du Conseil de Gérance.

15.6 Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance et un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

15.7 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple.

15.8 Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

15.9 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance. Les résolutions écrites seront considérées adoptées à la date de la signature du dernier gérant sur les résolutions écrites.

15.10 Un procès-verbal de chaque réunion du Conseil de Gérance doit être préparé, signé par tous les gérants présents ou représentés à cette réunion et conservé au siège social de la Société.

15.11 Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute autre personne désignée par un gérant.

16. Art. 16. Responsabilité des gérants. Les gérants ne supportent, du fait de leur mandat, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements qu'ils ont pris valablement au nom de la Société.

Chapitre IV - Assemblées générales

17. Art. 17. Assemblées générales.

17.1 S'il n'y a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

17.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts sociales détenues. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts sociales détenues par lui.

17.3 S'il y a plus de vingt-cinq associés, les décisions des associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

17.4 S'il y a moins de vingt-cinq associés, chaque associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

17.5 Les assemblées générales des associés peuvent toujours être convoquées par le Conseil de Gérance ou le Gérant Unique, à défaut par un/des associé(s) représentant plus de la moitié du capital social.

17.6 Si tous les associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans convocation préalable.

17.7 Un associé peut être représenté à une assemblée des associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen de communication similaire) un mandataire qui ne doit pas être associé.

17.8 Les décisions collectives ne sont prises régulièrement qu'à condition d'avoir été adoptées par un ou plusieurs associés détenant au moins la moitié du capital social.

17.9 Les résolutions modificatives des Statuts ne peuvent être adoptées que par (i) une majorité d'associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux dispositions de la Loi. Un changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Chapitre V - Exercice social et comptes annuels

18. Art. 18. Exercice social. L'année sociale commence le 1 er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

19. Art. 19. Comptes annuels et assemblée générale annuelle.

19.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

19.2 Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

19.3 Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés chaque année.

19.4 S'il y a plus de vingt-cinq associés, la surveillance de la Société devra être confiée à un conseil de surveillance composé de un ou plusieurs commissaires.

20. Art. 20. Attribution des bénéfices et acompte sur dividende.

20.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

20.2 Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

20.3 Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société conformément aux dispositions de l'Article 17.8.

20.4 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Chapitre VI - Liquidation et dissolution

21. Art. 21. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société sera décidée par une assemblée générale des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

21.2 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

21.3 Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'Article 20.3.

22. Art. 22. Dissolution. La Société ne sera pas dissoute suite au décès, à la suspension des droits civils, à l'insolvabilité ou à une déclaration de faillite de l'associé unique ou de l'un des associés.

Chapitre VII - Loi applicable

23. Art. 23. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Parts sociales
Mr. Zhaorui YAN	12.500
Total	12.500

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant du capital social souscrit et libéré de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société. La preuve de cet apport a été donnée au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, se montent à environ mille trois cents euros.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Assemblée générale extraordinaire

La Partie comparante, associé unique, représentée par son Mandataire, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

M. Christophe Gaul, gérant de société, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), avec adresse professionnelle à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg est nommée gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

Deuxième résolution:

L'adresse du siège social est fixée au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la Partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu à la Partie comparante, représentée par le Mandataire, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, et la Partie comparante, représentée par le Mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette le 28 août 2014. Relation: EAC/2014/11559. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014140076/422.

(140159416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Euro Efes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 189.984.

—

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third of September.

Before Us Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch/Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Eurolieum S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 78854,

here represented by Maître Sophie Arvieux, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 3 rd September 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There is formed a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10 th , 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one shareholder companies.

Art. 2. The object of the Company is:

1. the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, as well as the control, management, and /or development of such participations;

2. the acquisition of any real estate in any country;

3. the granting of loans or borrowing in any form with or without security and raising of funds through, including, but not limited to, the issue of notes, promissory notes and other debt instruments or debt securities, convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise.

The Company may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, and negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance.

It may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of it purpose.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds or any other financial instrument, which may be convertible.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Euro Efes S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Münsbach (Municipality of Schüttrange).

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-) represented by one hundred twenty four (124) shares of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

The managers need not to be shareholders. The manager(s) are appointed and may be dismissed ad nutum by the sole shareholder of the Company.

In dealing with third parties, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager.

In case of plurality of managers, the Company will be validly committed towards third parties by the joint signature of two managers, with necessarily the signature of one category A and one category B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

In case of plurality of managers, the board of managers can validly deliberate in the presence of at least a majority of category A managers and one category B manager. The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of managers present or represented at the meeting, with necessarily a simple majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers to be held in Luxembourg by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume(s), by reason of its (their) position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it (them) in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

If there are not more than twenty-five shareholders, resolutions in writing signed unanimously by all shareholders on one original or on counterparts shall have the same effect as a shareholders resolution passed at a general shareholders' meeting. The text of the circular resolution to be passed shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, telefax or e-mail.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of April and ends on the thirty-first of March of the following year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company upon the adoption of a resolution of the board of managers proposing the dividend distribution and upon the adoption of a shareholders' resolution deciding the dividend distribution.

Art. 18. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends before the end of the current financial year, including during the first financial year, under following conditions.

The manager or the board of managers has to establish an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet be reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, if any, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 19. The dissolution and the liquidation of the Company must be decided by an extraordinary shareholders meeting in front of a Luxembourg notary.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder, as the case may be, shall appoint one or more liquidators that will carry out the liquidation, shall specify the powers of such liquidator(s) and determine his/their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company, if any, shall be attributed to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the thirty-first of March 2015.

Subscription - payment

The articles of association having thus been established, Eurolieum S.à r.l., aforementioned, declared to subscribe the whole capital represented by one hundred twenty four shares (124) of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Resolution of the sole shareholder

The sole shareholder resolves to:

1. set the number of managers at four and to appoint the following persons as managers:

Category A managers:

- Mrs. Lim Yoke Peng, Company Secretary, born on September 1 st , 1970, in Melaka, Malaysia, with professional address at 168 Robinson Road, #37-01, Capital Tower, Singapore, 068912 Singapore; and

- Mr. Neil Gerard Harris, Chartered Surveyor, born on June 23 rd , 1961, in Farnborough, United-Kingdom, with professional address at York House, 45 Seymour Street, London W1H 7LX, United Kingdom.

Category B managers:

- Mr. Michael Kidd, Chartered Accountant, born on April 18 th , 1960, in Basingstoke, United Kingdom, with private address at L-5433 Niederdonven, 28 rue Puert, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Christopher Jenner, Chartered Accountant, born on November 11 th , 1944, in Edinburgh, United Kingdom, with professional address at L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, Grand-Duchy of Luxembourg.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

2. Set the address of the Company at L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (EUR 1.200-).

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le troisième jour de septembre.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Eurolieum S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78854,

représentée par Maître Sophie Arvieux, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1 er . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est:

1. de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que contrôler, gérer et mettre en valeur ces participations;

2. l'acquisition de biens immobiliers dans tout pays;

3. de prêter, emprunter avec ou sans garantie et réunir des fonds, et notamment émettre des titres, des billets à ordre et autres instruments ou titres de dettes, convertibles ou non, utiliser des instruments financiers dérivés ou autres.

La Société pourra acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises, et leur fournir toute assistance.

La Société pourra exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou de tout autre instrument financier qui pourront être convertibles.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination "Euro Efes S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Münsbach (commune de Schüttrange).

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400.-) représenté par cent vingt quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Les gérants ne doivent pas forcément être associés. Les gérants sont nommés et peuvent être révoqués ad nutum par l'associé unique de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de son gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants, avec obligatoirement la signature d'un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Le gérant, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins une majorité de gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même tire qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil à tenir au Luxembourg par conference call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participent au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les

décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq, les résolutions par écrit signées à l'unanimité par tous les associés sur un ou plusieurs originaux produiront les mêmes effets qu'une résolution des associés prise lors d'une assemblée générale d'associés. Le texte des résolutions circulaires à prendre devra être envoyé à tous les associés par écrit, soit en faisant parvenir le document original, soit par télégramme, télex, téléfax ou e-mail.

Art. 15. L'année sociale commence le premier avril et se termine le trente et un mars de l'année suivante.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société dès adoption par le conseil de gérance d'une résolution proposant le versement de dividende et adoption d'une résolution des actionnaires décidant le versement de dividende.

Art. 18. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement de dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, y compris durant le premier exercice social, sous les conditions suivantes:

Le gérant ou le conseil de gérance doit établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 19. La dissolution et la liquidation de la Société doivent être décidées par une assemblée extraordinaire des associés devant un notaire luxembourgeois.

L'assemblée générale des associés ou le seul associé, le cas échéant, nommera un ou plusieurs liquidateurs qui exécuteront la liquidation, spécifiera les pouvoirs de ce(s) liquidateur(s) et déterminera sa/leur rémunération.

Lorsque la liquidation est clôturée, les produits de la liquidation de la Société, si il y en existe, seront attribués aux associés proportionnellement aux parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et s'achève le trente et un mars 2015.

Souscription - libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, Eurolieum S.à r.l., prénommée, déclare souscrire l'entièreté du capital social représenté par cent vingt quatre (124) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400.-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Décision de l'associé unique

L'associé unique décide de:

1. Fixer le nombre de gérants à quatre et de nommer les personnes suivantes en tant que gérants:

Gérants de catégorie A:

- Mme Lim Yoke Peng, Company Secretary, née le 1 er septembre 1970, à Melaka, Malaisie, avec adresse professionnelle au 168 Robinson Road, #37-01, Capital Tower, Singapour, 068912 Singapour; et

- M. Neil Gerard Harris, Chartered Surveyor, né le 23 juin 1961,à Farnborough, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au York House, 45 Seymour Street, Londres W1H 7LX, Royaume-Uni.

Gérants de catégorie B:

- M. Michael Kidd, Chartered Accountant, né le 18 avril 1960, à Basingstoke, Royaume-Uni, avec adresse privée au L-5433 Niederdonven, 28 rue Puert, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Christopher Jenner, Chartered Accountant, né le 11 novembre 1944 à Edinburgh, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat des gérants est illimitée.

2. Fixer l'adresse du siège social à L-5365 Münsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à sa constitution sont estimées approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: ARVIEUX, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04/09/2014. Relation: EAC/2014/11827. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 08/09/2014.

Référence de publication: 2014140214/312.

(140159411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Data Center Infrastructure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.361.213,41.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 170.137.

—

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of August.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Data Center S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170.139; and

- ColData 4 (Lux) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 121.379,

here represented by Flora Gibert, Notarys employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxies established under private seal.

I. The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The appearing parties declare being the shareholders (the "Shareholders") of Data Center Infrastructure S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170.137, incorporated by a deed of the undersigned notary of 09 July 2012, published with the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2012, page 96544 on 14 August 2012 (the "Company").

III. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, of 29 August 2014, not yet published with the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. The appearing parties, duly represented, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgment of the interim financial statements of the Company as of the date of the present meeting (the "Interim Financial Statements");

2. Decrease of the share capital of the Company by an amount of one million three hundred and sixty-one thousand two hundred and thirteen Euros and forty-one Cents (EUR 1,361,213.41) in order to bring it from its current amount of two million seven hundred and twenty-two thousand four hundred and twenty-six Euros and eighty-two Cents (EUR 2,722,426.82) to an amount of one million three hundred and sixty-one thousand two hundred and thirteen Euros and forty-one Cents (EUR 1,361,213.41) by cancellation of one hundred and thirty-six million one hundred and twenty-one thousand three hundred and forty-one (136,121,341) shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, and reimbursement to the shareholders of the Company of an aggregate amount of one million four hundred ninety-seven thousand three hundred and thirty-four Euros and seventy-five Cents (EUR 1,497,334.75);

Reduction of the legal reserve of the Company by an amount of one hundred and thirty-six thousand one hundred and twenty-one Euros and thirty-four Cents (EUR 136,121.34);

3. Subsequent amendment of the Article 5 (Share Capital) of the articles of association of the Company, as amended from time to time (the "Articles"); and

4. Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to acknowledge the Interim Financial Statements.

Second resolution

The Shareholders RESOLVE to decrease of the share capital of the Company by an amount of one million three hundred and sixty-one thousand two hundred and thirteen Euros and forty-one Cents (EUR 1,361,213.41) in order to bring it from its current amount of two million seven hundred and twenty-two thousand four hundred and twenty-six Euros and eighty-two Cents (EUR 2,722,426.82) to an amount of one million three hundred and sixty-one thousand two hundred and thirteen Euros and forty-one Cents (EUR 1,361,213.41) by cancellation of one hundred and thirty-six million one hundred and twenty-one thousand three hundred and forty-one (136,121,341) shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, and to reimburse to the shareholders of the Company an aggregate amount of one million four hundred ninety-seven thousand three hundred and thirty-four Euros and seventy-five Cents (EUR 1,497,334.75).

The Shareholders ACKNOWLEDGE that the aggregate amount of one million four hundred ninety-seven thousand three hundred and thirty-four Euros and seventy-five Cents (EUR 1,497,334.75) will be allocated between them as follows:

- an amount of five hundred and twenty-seven thousand two hundred and ninety-eight Euros and forty-one Cents (EUR 527,298.41) is to be reimbursed to Data Center S.C.A.; and

- an amount of nine hundred and seventy thousand and thirty-six Euros and thirty-four Cents (EUR 970,036.34) is to be reimbursed to ColData 4 (Lux) S.à r.l. The Shareholders further ACKNOWLEDGE that in relation to the decrease of share capital, the legal reserve of the Company is reduced by an amount of one hundred and thirty-six thousand one hundred and twenty-one Euros and thirty-four Cents (EUR 136,121.34) (such amount being included in the amount reimbursed to the Shareholders).

Third resolution

As a result of the above resolution, the Shareholders RESOLVE to amend Article 5 (Share Capital) of the Articles, which shall forthwith read as follows:

"The Company's share capital is set at EUR 1,361,213.41 (one million three hundred and sixty-one thousand two hundred and thirteen Euros and forty-one Cents), represented by one hundred and thirty-six million one hundred and twenty-one thousand six hundred and forty-one (136,121,641) shares having a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Declaration

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Data Center S.C.A., une société en commandite par actions constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.139; et

- ColData 4 (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.379,

ici représentées par Flora Gibert, clerc de notaire, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

I. Lesdites procurations, signées ne varietur par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

II. Les comparants déclarent être les associés (les «Associés») de Data Center Infrastructure S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 121 Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.137, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 09 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2012, page 96544 du 14 Août 2012 (la «Société»).

III. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant en date du 29 août 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

IV. Les comparants, représentés comme mentionné ci-dessus, reconnaissant être entièrement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Prise de connaissance des comptes intérimaires de la Société à la date de la présente assemblée (les «Comptes Intérimaires»);

2. Réduction du capital social de la société d'un montant d'un million trois cent soixante-et-un mille deux cent treize euros et quarante-et-un centimes (EUR 1.361.213,41) pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent vingt-deux mille quatre cent vingt-six euros et quatre-vingt-deux centimes (EUR 2,722,426.82) à un montant d'un million trois cent soixante-et-un mille deux cent treize euros et quarante-et-un centimes (EUR 1.361.213,41) par l'annulation de cent trente-six millions cent vingt-et-un mille trois cent quarante-et-une (136.121.341) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, et remboursement aux associés de la Société d'un montant total d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent trente-quatre euros et soixante-quinze centimes (EUR 1.497.334,75); et

Réduction de la réserve légale de la Société d'un montant de cent trente-six mille cent vingt-et-un euros et trente-quatre centimes (EUR 136.121,34);

3. Modification subséquente de l'Article 5 (Capital Social) des statuts de la Société, tels que modifiés (les «Statuts»); et

4. Divers

ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT de prendre connaissance des Comptes Intérimaires.

Seconde résolution

Les Associés DECIDENT de réduire le capital social de la société d'un montant d'un million trois cent soixante-et-un mille deux cent treize euros et quarante-et-un centimes (EUR 1.361.213,41) pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent vingt-deux mille quatre cent vingt-six euros et quatre-vingt-deux centimes (EUR 2,722,426.82) à un montant d'un million trois cent soixante-et-un mille deux cent treize euros et quarante-et-un centimes (EUR 1.361.213,41) par l'annulation de cent trente-six millions cent vingt-et-un mille trois cent quarante-et-une (136.121.341) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0.01) chacune, et de rembourser aux associés de la Société un montant total d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent trente-quatre euros et soixante-quinze centimes (EUR 1.497.334,75).

Les Associés RECONNAISSENT que le montant total d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent trente-quatre euros et soixante-quinze centimes (EUR 1.497.334,75) est à allouer entre eux comme suit:

- un montant de cinq cent vingt-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et quarante-et-un centimes (EUR 527.298,41) est à rembourser à Data Center S.C.A.; et

- un montant de neuf cent soixante-dix-mille trente-six euros et trente-quatre centimes (EUR 970.036,34) est à rembourser à ColData 4 (Lux) S.à r.l.

Les Associés RECONNAISSENT également qu'en rapport avec la réduction de capital, la réserve légale de la Société est réduit d'un montant de cent trente-six mille cent vingt-et-un euros et trente-quatre centimes (EUR 136.121,34) (montant inclus dans le montant à rembourser aux Associés).

Troisième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, les Associés DECIDENT de modifier l'Article 5 (Capital Social) des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 1.361.213,41 (un million trois cent soixante-et-un mille deux cent treize euros et quarante-et-un centimes), représenté par cent trente-six millions cent vingt-et-un mille trois cent quarante-et-une (136.121.341) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.500,-.

Déclaration

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée à la mandataire des comparants à Luxembourg, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 2 septembre 2014. Relation: LAC/2014/40706. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014139497/168.

(140158588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Goldtree S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.886.

—

EXTRAIT

Conformément à la vente de parts sociales du 27 août 2014, Czech Property Holdings S.à r.l, société enregistrée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 142902 et avec son siège social au 11/13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, a vendu ses 375 parts sociales détenues dans la Société à Prague Properties Holding (BVI) Limited, société ayant son siège social au 263, Main Street, Road Town, 1110 Tortola, Iles Vierges Britanniques et enregistrée auprès de Registre de Commerce des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro No. 451146.

Il a été décidé d'accepter, d'approuver et d'enregistrer le transfert de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Goldtree S.à r.l.

Représenté par M. Julien FRANÇOIS

Gérant

Référence de publication: 2014142824/22.

(140162556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck